



Un militant palestinien de premier plan arrêté par Israël : la demande des colons

## Description

*Des proches d'Ayman Ghrayeb, connu pour documenter les déplacements forcés en Cisjordanie, affirment que sa détention vise à éliminer son militantisme.*

Par Oren Ziv, le 24 novembre 2025



Ayman Ghrayeb. (Avishai Mohar/Activestills)

*En collaboration avec Local Call*

Le 17 novembre, l'activiste palestinien Ayman Ghrayeb est arrivé du village de Fasayil, dans la vallée du Jourdain, en Cisjordanie occupée, pour documenter la disparition progressive d'une communauté sous l'effet des violences perpétrées par des colons protégés par l'État. À son arrivée, des colons israéliens lui ont barré la route et ont appelé à l'armement. Ghrayeb a d'abord été tenu pendant plusieurs heures avant de disparaître, transféré vers un lieu inconnu.

Dans un premier temps, l'armée et la police israéliennes ont nié avoir placé en détention. Ses avocats ont reçu les premières nouvelles que deux jours plus tard : Ghrayeb était retenu à la base militaire de Samra, dans la vallée du Jourdain, où les soldats lui ont infligé un traitement qui a nécessité un examen médical : ils ont gardé à l'extérieur, menotté, privé de nourriture pendant trois jours et roué de coups.

Ce n'est que dimanche, soit six jours après son arrestation, que Ghrayeb a été interrogé pour la première fois, sur la base d'un vague soupçon de « incitation ». L'entretien semble avoir été qu'une formalité : son avocate avait été informée à l'avance que Ghrayeb serait placé en détention administrative, une forme d'incarcération aux contours juridiques flous, sans inculpation ni procès, fondée sur des « preuves » non divulguées à un outil qu'Israël utilise de plus en plus contre les militants non violents en Cisjordanie.

Ghrayeb est désormais détenu à la prison de Megiddo, où sept Palestiniens au moins ont trouvé la mort depuis octobre 2023. Un juge militaire devrait émettre son ordre de détention demain, sans toutefois lui laisser de réelle possibilité de contestation.

Âgé de 42 ans et père de quatre enfants, originaire de la ville de Tammun, ce cadre militant de terrain se rend régulièrement sur les lieux attaqués par les colons, où l'armée commet des abus, où des communautés palestiniennes sont victimes d'expulsion. Il documente ces événements et les diffuse sur les réseaux sociaux ; c'est souvent le seul à mener ce travail, il est une cible privilégiée pour les colons israéliens.

Un communiqué de presse publié par la famille et les collègues de Ghrayeb indique que son travail a pour objectif de « soutenir le droit des Palestiniens à vivre sur leur terre dans la dignité ». Son arrestation, ajoutent-ils, « n'est pas un cas isolé ». Les colons de la vallée du Jourdain ont déjà fait appel à l'armée à plusieurs reprises contre Ayman, afin de mettre un frein à son action non violente.

Le système juridique militaire qu'Israël applique en Cisjordanie occupée prévoit que les détenus palestiniens soient présentés à un juge dans un délai de 96 heures après leur arrestation ; un contraste marqué avec les règles qui s'appliquent aux citoyens israéliens, pour lesquels la durée maximale de détention avant une audience est de 24 heures.

Depuis le début de la guerre à Gaza cependant, Israël a mis en place une nouvelle politique : toute personne arrêtée et placée, comme Ghrayeb, sous la garde du Shin Bet, l'agence de sécurité intérieure, peut être détenue jusqu'à huit jours avant d'être présentée à un juge. Il est fréquent que l'État décide, au 7<sup>ème</sup> ou 8<sup>ème</sup> jour, de placer le détenu en détention administrative, le maintenant ainsi en détention pendant 12 jours supplémentaires avant une audience. Israël détient actuellement 3 368 Palestiniens en détention administrative. Ce chiffre inclut pas les 1200 personnes arrêtées dans la bande de Gaza depuis octobre 2023, incarcérées dans des conditions similaires à celles de la détention administrative, sous la catégorie juridique de « combattants illégaux ». 98 Palestiniens au moins sont morts en détention israélienne au cours de ces deux dernières années, vraisemblablement pour la plupart à la suite de tortures, de négligence médicale ou de privation de nourriture.

Le frère de Ghrayeb, Bilal, a rapporté à +972 que le jour de son arrestation, les colons ont d'abord bloqué la voiture de Ghrayeb avant d'appeler l'armée. « Quand l'armée est

arrivés, ils l'ont détenu pendant trois heures », a raconté Bilal. « Les colons ont essayé de convaincre l'armée de lâcher ; ils leur ont montré ce qu'Ayman filmait, mais les soldats attendaient leurs ordres. Puis les soldats ont parlé à un officier du Shin Bet, qui a dit : « Cette fois, Ayman ira en prison. » »

Selon Bilal, « Ayman a été arrêté uniquement pour satisfaire les colons. Ils savent très bien qu'il est actif dans toute la Cisjordanie à Hébron, Ramallah, Jérusalem, Naplouse et dans la vallée du Jourdain et qu'il travaille, avec de nombreux militants, journalistes et diplomates, à transmettre des informations au monde entier. Ils pensent qu'en lâchant, ils pourront le faire taire ! Les colons ont essayé de nombreuses reprises de le réduire au silence. Ils l'ont agressé physiquement, ils ont vandalisé sa voiture.

Nous sommes très peu nombreux à connaître les communautés avec lesquelles il est en contact. Il fait venir les médias et les organisations de défense des droits humains. Quand Ayman est en prison, il n'y a plus personne pour documenter leurs crimes ; ils augmenteront donc leurs attaques et le vol de terres. »

Andrey X, journaliste indépendant et militant qui s'est rendu de nombreuses fois sur le terrain avec Ghrayeb, a déclaré +972 : « J'ai vu comment il aidait chaque personne qu'il rencontrait ses centaines, voire ses milliers d'amis dans la région. Il donne de son temps, de son argent et fournit beaucoup d'efforts pour soutenir des personnes menacées par la violence des colons. Il est très actif, et ce au grand jour, devenant ainsi une cible pour les colons. Il y a moins d'un mois, il a été arrêté avec un autre journaliste, une fois de plus sans aucune raison. Après avoir révélé son identité, qui figure sur absolument toutes les listes imaginables, il a été retenu pendant plusieurs heures dans une voiture, les yeux bandés. Il m'a raconté que chaque fois que ses papiers sont contrôlés à un checkpoint, il est arrêté. C'est de la persécution. »

Dans une déclaration +972, un porte-parole de l'armée israélienne a affirmé avoir « arrêté un suspect palestinien dans la vallée du Jourdain lors d'un contrôle de sécurité de routine », et que l'arrestation « a été menée conformément aux procédures ». Le Shin Bet n'a pas répondu à notre demande de commentaire.

### « Ils veulent nous réduire au silence »

Ghrayeb est le dernier sur la longue liste de militants non violents arrêtés sans fondement en Cisjordanie. Le 10 octobre dernier, l'armée israélienne s'est rendue au domicile de Rabia Abu Naim âgée de 33 ans, mère de trois enfants, habitant du village d'Al-Mughayyir au nord de Ramallah et militant contre l'accaparement des terres de son village par des colons israéliens ; alors qu'il coordonnait l'achat de sacs de graines pour la récolte annuelle des olives. Sa détention aura duré sept jours, son interrogatoire seulement 11 minutes, avant qu'une ordonnance de détention administrative d'au moins six mois ne lui soit signifiée. Il est actuellement incarcéré au camp d'Ofer, près de Ramallah, où deux détenus au moins ont trouvé la mort depuis octobre 2023.

Abu Naim avait été placé en détention administrative pendant près d'un an et demi, entre mai 2021 et octobre 2022. Avant sa dernière arrestation, il a déclaré +972 avoir reçu un appel téléphonique d'un agent du Shin Bet qui a tenté de lui faire dire quel parti politique il

« Il était affilié ; Abu Naim a insisté sur le fait qu'il n'était affilié à aucun parti, qu'il était un simple militant agissant pour sa communauté et pour d'autres communautés menacées.

« L'outil de la détention administrative a toujours été utilisé de manière illégale et déraisonnable pour opprimer les Palestiniens, mais depuis le début de la guerre, toutes les lignes ont été franchies et les procédures ne présentent même plus le moindre semblant de légalité », a expliqué +972 l'avocate Riham Nasra, qui représente la fois Ghrayeb et Abu Naim.

« Des milliers de Palestiniens sont détenus pendant des mois dans des conditions inhumaines, sur la base de soupçons et d'informations classifiées, sans aucune possibilité de se défendre le tout au nom de la sécurité », a-t-elle poursuivi. « Dans l'ombre de la guerre, des militants politiques palestiniens qui participent à des activités illégales sont eux aussi arrêtés. Prendre la parole contre la guerre et le nettoyage ethnique, prêter aide des familles pendant la récolte des olives ou encourager les habitants à rester dans leurs maisons sont autant d'actes devenus suspects, pour lesquels des personnes sont emprisonnées pendant des mois. »

Abu Naim a expliqué +972 qu'après l'abattage en août dernier de milliers d'oliviers par l'armée israélienne à Al-Mughayyir, les raids militaires, les fermetures de routes et les arrestations sont devenues plus fréquentes, ainsi que l'établissement de nouveaux avant-postes de colons encerclant le village de tous côtés.

« Il s'agit d'une politique visant à expulser la population, une politique qui est planifiée depuis longtemps », a-t-il déclaré. « Ils contrôlent la vallée du Jourdain et les zones environnantes maintenant, c'est au tour des villages les plus proches. Chaque jour, nous faisons l'objet de harcèlement et de nouvelles restrictions. [L'armée] saisit le moindre prétexte et le transforme en opération d'envergure. »

Environ un mois avant son arrestation, Abu Naim a été témoin du meurtre de son ami Saeed Na'asan, âgé de 20 ans, lorsque des colons ont envahi Al-Mughayyir et ouvert le feu. Après l'homicide, des soldats sont entrés à leur tour dans le village et ont également tiré des balles elles-mêmes sur les habitants, blessant un autre jeune homme, avant d'escorter les colons vers leur avant-poste.

« Il y avait trois colons vêtus de blanc et armés de fusils », a raconté Abu Naim à Local Call après le meurtre. « Ils se sont agenouillés et ont tiré à tour de rôle à moins de 100 mètres. Saeed a été touché à la poitrine ; la balle est entrée par la gauche et est ressortie par la droite. Quand je l'ai vu, j'ai tout de suite su qu'il était mort.

Ce n'est ni le premier ni le dernier martyr », a poursuivi Abu Naim. « Ils veulent nous briser, mais leurs efforts resteront vains. Même s'ils continuent à tuer, nous ne partirons pas. Il n'y a pratiquement pas une maison ici où une personne n'ait été tuée, blessée ou emprisonnée ».

Munther Amira, militant et habitant du camp de réfugiés d'Aida, en périphérie de Bethléem, a été arrêté et placé en détention administrative pendant trois mois au début de la guerre. « Cela a commencé il y a longtemps, mais après le 7 octobre, il est devenu clair qu'ils ne tolèrent aucune forme d'actions contre l'occupation même lorsqu'il

sâ??agit de simples militants non violents qui tentent de protéger la population Â», a-t-il déclaré  
+972.

« L'arrestation d'Ayman et son placement en détention administrative font partie d'un processus au long cours visant à menacer les militants et à les dissuader d'être aux côtés du peuple », a poursuivi Amira. « Tout en offrant une protection aux colons qui attaquent [les Palestiniens], ils dressent davantage d'obstacles sur le chemin de ceux qui les protègent.

Ils veulent nous réduire au silence », a-t-il ajouté. « Ils ne veulent pas que nous documentions les violations ni que nous protégions la population. Ils veulent vider entièrement la zone C et nous forcer à vivre cantonnés dans des bantoustans. Mais même s'ils nous attaquent, nous blessent ou arrêtent les militants, nous continuerons notre activisme. Nous ne faisons rien d'illégal. Nous exerçons notre droit à faire entendre nos voix et à protéger notre peuple. »

Traduction pour l'Agence Média Palestine : C.B.

Source : [+972](#)

**date créée**  
2025/12/01